

30 propositions de LMR pour revitaliser nos territoires ruraux soumises à l'ensemble des candidats

RURALITÉ

- 1** **Création d'un ministère de la ruralité**
Classé entre le 2ème et 6ème rang au protocole avec en son sein, la création d'un secrétariat aux ressources renouvelables, incorporant la chasse, la pêche et la forêt.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 2** **Déclaration de la Ruralité comme «Grande cause nationale» avec notamment l'implantation de proximité des principaux services publics pour les ruraux et le rééquilibrage des dotations entre les communes rurales et urbaines.**
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 3** **Application de la loi de Pierre Morel à l'Huissier de défense des bruits et des odeurs de la ruralité en y ajoutant des traditions locales (us et coutumes, langues régionales, cirques, chasse, pêche, cultures taurines, corrida, combat de coqs...). Corriger et ou effacer les effets négatifs de la loi Dombreval. Retour des 90 km/h sur l'ensemble de routes départementales qui disposent d'une signalisation horizontale.**
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 4** **Interdiction des avantages fiscaux aux associations animalistes dont les responsables se rendent coupables d'intrusions illégales (sur les exploitations agricoles, dans les abattoirs...), de harcèlement, d'intimidation ou d'espionnage à l'encontre des familles d'agriculteurs, des éleveurs, des chasseurs et pêcheurs. Maintien et promotion de toutes les traditions françaises, culturelles, culinaires et sportives (foie gras, sapin de Noël, Tour de France, cirques itinérants avec des animaux...).**
- Je m'engage Je ne m'engage pas

- 5** **Énergies** : Priorité à l'installation de structures photovoltaïques sur les bâtiments publics et les surfaces bâties, les friches industrielles, au développement du parc nucléaire et hydro-électrique, à la remise en route de certaines solutions locales en « petite hydro-électricité », aux investissements dans la recherche et l'innovation énergies propres. Arrêt du développement de l'éolien terrestre et en mer sans acceptation locale des populations en co-visibilité avec application d'une règle d'implantation minimale de l'habitat et des élevages à dix fois la hauteur de l'éolienne. Faire rentrer l'installation des éoliennes dans le droit commun (code de l'urbanisme, code de santé publique...). Réactivation du projet Astrid et arrêt du projet Hercule.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



ENVIRONNEMENT

- 6** Ouverture des fonds de compensation carbone payés par les émetteurs, afin qu'une partie soit reversée aux agriculteurs, éleveurs et forestiers qui séquestrent et stockent le carbone par leurs actions, ou substituent leur production de biomasse aux énergies fossiles.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



Je m'engage



Je ne m'engage pas



Je m'engage



Je ne m'engage pas



Je m'engage



Je ne m'engage pas



Je m'engage



Je ne m'engage pas



SOCIÉTAL

- 11** Défense et promotion du fabriqué en France notamment dans les contrats d'achat de l'État des collectivités locales (ex. achat de véhicules, d'habillement, d'armement, Police nationale, etc.). Soutien des collectivités à la création de magasins de producteurs, de marchés de plein air, d'épiceries associatives en milieu rural.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 12** Installation de ZRP (Zones Rurales Protégées) en remplacement des ZRR, établissement d'un plan transports en ruralité, restauration des voies abandonnées et remise en route des lignes de trains du quotidien. Déploiement généralisé de la fibre en milieu rural avec l'objectif de 100% de couverture numérique du territoire, y compris pour l'habitat isolé.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 13** Mise en place d'outils de soutien à l'emploi identiques aux zones urbaines pour les zones rurales : conventions "emplois et quartiers", "zone de revitalisation emploi/formation", "garanties jeune". Développement des "bus de l'emploi" pour aller au contact des demandeurs isolés et éloignés des centres-villes / Revenus du travail toujours supérieurs aux aides sociales et indemnités des sans-emploi.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 14** Instauration d'une R.S.Et (Responsabilité Sociétale de l'État): mixité, égalité des chances, seniors, handicap, égalité de traitement.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 15** Mise en place d'une déduction fiscale pour tous les équipements, conçus, fabriqués en France et facilement recyclables, permettant la diminution de consommation d'énergie.
- Je m'engage Je ne m'engage pas

AGRICULTURE

- 16** Suppression des droits de succession en général, et en particulier pour l'agriculture, refonte de la procédure de transmission des exploitations pour aider de nouveaux agriculteurs à s'installer.
- Je m'engage Je ne m'engage pas

- 17** Instauration d'une retraite agricole pour l'agriculteur et son conjoint décente et des prix rémunérateurs pour les productions agricoles.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 18** Faire inscrire le pastoralisme au patrimoine mondial de l'UNESCO. Encourager l'installation et la promotion des circuits courts.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 19** Réindustrialisation des territoires ruraux par l'installation d'industries de première et deuxième transformation des productions agricoles et forestières.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 20** Mettre fin aux accords de libre-échange déséquilibrés et déloyaux (CETA, Mercosur, etc.) suivant un principe : interdire l'importation des produits ne respectant pas les règles sanitaires et environnementales imposées par la France à ses producteurs.
- Je m'engage Je ne m'engage pas

SERVICES DE L'ÉTAT / ÉDUCATION / SANTÉ

- 21** Développement d'établissements éducatifs de qualité sur tout le territoire : maintien et création des classes, collèges et des lycées de taille moyenne en milieu rural, Handicap : Création d'écoles d'apprentissages de la LSF (Langue des Signes Français), renforcer et améliorer les structures d'accueil existantes pour les élèves porteurs de handicaps. Aucune fermeture de classe en milieu rural sans l'accord formel du conseil municipal de la commune.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 22** Un choix viande ou poisson (non végétal ni cellulaire) chaque jour dans la restauration scolaire. Choix des denrées alimentaires pour les cantines scolaires dans les circuits courts de distribution avec un objectif de 100% de production nationale, dont 80% de circuit court.
- Je m'engage Je ne m'engage pas
- 23** Refonte du service de l'offre santé sur les territoires en lien avec les collectivités. Revalorisation des métiers de sage-femme, aides à domicile, infirmiers, aides-soignants, etc. Mise en place des états généraux de la santé, ouverture du numérisé clausus, lutte contre la bureaucratie et fin des déserts médicaux. Création d'un diplôme national spécifique pour les emplois d'aide à la personne.
- Je m'engage Je ne m'engage pas

24 Valorisation des métiers d'enseignement, de formation, d'accompagnement. Réinstaurer le respect, autour des enseignants, de l'école et des valeurs républicaines. Valorisation et explication de la devise de la France "Liberté, égalité, fraternité ». Soutien aux dispositifs pour la maîtrise des connaissances de base (CLEA, CLEA numériques, VISA, LFE, etc.). Faire de la lutte contre l'illettrisme une grande cause nationale.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



SÉCURITÉ – CITOYENNETÉ – JUSTICE

25 Déploiement de postes de gendarmerie en milieu rural et plan national de vidéo protection en milieu rural, instauration d'un service civique obligatoire de 3 mois - Maintien du jury populaire pour les assises - Recrutement de 2000 avocats et juristes pour leur proposer un poste de magistrat et/ou greffier - Dépénalisation en matière de droit de l'environnement sauf en ce qui concerne les atteintes à la personne - Dépénalisation en matière de droit du travail et du droit des affaires sauf en ce qui concerne les atteintes à la personne - Instauration, pour le temps d'enquête préliminaire en cas de plainte, un maximum de 2 ans - Délais de jugement raccourcis et principe d'exécution immédiate des peines imposé.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



26 Proposition d'une ordonnance prise selon l'article 38 de la Constitution par le gouvernement en Conseil des ministres et donnant aux préfets des pouvoirs pour saisir une Task force (GIR+ARMEE) dans les quartiers sensibles où des points de deal sont présents, de renforcer la procédure par des GAV de 120H max, saisie et perquisitions en toutes heures et tous lieux.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



27 Instauration d'une dose de proportionnelle dans toutes les élections à partir de 1000 électeurs et reconnaissance du vote blanc. Mise en place de la proportionnelle intégrale à un seul tour, par listes départementales, aux élections régionales.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



28 Circonscriptions législatives redessinées en fonction du nombre d'électeurs inscrits (et non en fonction du nombre d'habitants) pour rééquilibrer la représentation des territoires ruraux et des territoires urbains.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



29 Consolidation de la commune comme maillon fort de l'organisation territoriale de la Nation en réhabilitant et reconnaissant le maire dans ses compétences, en instaurant le principe de 1 maire = 1 voix dans les bureaux des communautés de communes, en stoppant le transfert obligatoire des compétences vers ses mêmes communautés de communes.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



30 Mise en application du délit d'entrave à la chasse et à la pêche. Peine obligatoire pour toute agression d'un agent d'état, militaires, policiers, pompiers, mais aussi les maires, les élus, les médecins.

Je m'engage



Je ne m'engage pas



Fait à le / / 2022

Nom / prénom

Signature